

CIBLE

Voleurs

De quoi avons-nous peur ? Des voleurs de sacs, de motos et de voitures, des cambrioleurs et des pilleurs de banques. En somme de ceux qui nous menacent directement, de façon tangible puisque d'innombrables citoyens ont été victimes ou connaissent des victimes de ce type de délinquance.

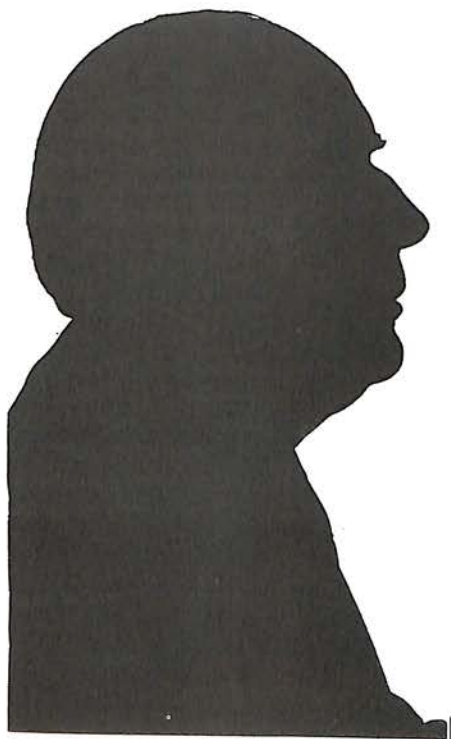
Il n'est donc pas question de sourire de cette peur, et de chercher à absoudre les voleurs de petite ou moyenne envergure : les citoyens doivent être protégés, et les voleurs punis.

Mais l'État, quant à lui, doit sans tarder prendre en considération l'ensemble de la délinquance, au lieu de se contenter de réprimer ses manifestations immédiates et visibles. Une récente étude montre en effet que les vols à main armée étaient seize fois moins coûteux pour la collectivité que la délinquance en col blanc. Ceci pour l'année 1991, où la fraude fiscale était du même montant (près de 138 milliards) que le déficit budgétaire.

Les consommateurs et les contribuables qui supportent le coût colossal de cette criminalité invisible ont droit à une protection efficace. Les ministres concernés ne manqueront certainement pas de l'assurer avec célérité.

Mitterrand

L'ombre d'un deuil



Cantines

Zoom sur la misère

p. 3

Présence

Le dernier Bernanos

p. 9

Prendre le deuil...

L'émotion qui a saisi la nation à la mort de François Mitterrand dépasse la personne et l'œuvre de l'ancien président de la République.

Aucun régime politique ne peut vivre sans rites, et le système républicain (1) n'échappe pas à cette nécessité. Mais la froide raison laïciste n'est jamais tout à fait à l'aise, dès que reparait une certaine forme de religiosité. La religion civique est pourtant toute simple, puisqu'elle consiste, selon l'étymologie, à relier le citoyen et la collectivité, le peuple et le pouvoir, la nation et celui qui l'incarne, par-delà le moment du suffrage et malgré la mort.

La raison républicaine doit cependant reconnaître qu'un régime politique ne vit pas sans rites, parce qu'il ne peut pas se situer hors du temps et hors de l'histoire. Il lui faut une mémoire, il lui faut une tradition (pour transmettre la part vivante du passé), il lui faut un projet. Mais les hommes ne sauraient se satisfaire de paroles et d'écrits : ils veulent que les idées prennent corps, et que le pouvoir ait un visage humain.

Dans les monarchies royales ou impériales, ces différentes exigences sont pleinement assurées par le rituel politique et par la vie même de la dynastie. L'évocation de la lignée des souverains donne le fil conducteur de la mémoire nationale, les lois de l'État garantissent la transmission, la personne du roi régnant donne au pouvoir son humanité, et la continuité (de l'État et de la collectivité) s'inscrit très simplement dans le temps historique lorsque naît le prince héritier, et lorsque « le mort saisit le vif ». C'est dire que la mort de la personne royale est intégrée à la vie collective, que la disparition du vieux roi est immédiatement compensée par l'apparition et par l'installation du jeune prince. Dans certaines monarchies, le sacre (qui ne fait pas le roi) inscrit clairement le pouvoir dans la transcendance, tout en soulignant non moins clairement l'infinie distance entre Dieu et le roi : le *lieu-tenant* de Dieu ne peut se prendre pour Dieu.

Pour comprendre cela, nous n'avons nul besoin de la théorie des « deux corps du roi » - inconnue dans notre tradition capétienne mais qui est entrée dans le bazar chic du commentaire métropolitique.

Le républicanisme, quant à lui, se fait fort de vivre sur sa propre mémoire, selon sa propre tradition, avec ses propres figures. Mais cela ne se fait pas sans difficultés. Certes, le 14 Juillet est bel et bien la fête de toute la nation (avec un défilé militaire hérité de la parade absolutiste), la fête de Jeanne d'Arc nous relie au passé et l'école dispense le savoir historique (naguère militant, et ponctué de figures légendaires). Mais le républicanisme s'incarne aussi dans le culte des héros (comme substitut de l'amour du roi) et dans la glorification du sacrifice collectif (les cérémonies aux monuments aux morts). C'est dire que le républicanisme est en contradiction avec son principe (pas d'incarnation du pouvoir et de la

nation), mélange dangereusement la valeur militaire et la valeur civique, et affronte paradoxalement l'épreuve de la mort :

- La mort du « grand homme de la République » permet une glorification, une « héroïsation », une célébration et somme toute un culte laïque d'autant plus unanime et d'autant moins dangereux que le grand homme, n'étant plus là, ne risque plus de devenir un dictateur à l'antique ou, du moins, cesse d'agacer les âmes sensibles par son comportement « monarchique ». La panthéonisation de certains hommes d'État offre l'occasion d'un plébiscite qui désigne (avec justesse) celui qui est digne d'être sacralisé - avec, aujourd'hui, la bénédiction de l'Église catholique.

- Mais la mort du « grand homme » est aussi un moment d'angoisse face à la menace d'anéantissement. Le « grand homme » n'a pas d'héritier (ou alors ils sont trop nombreux et se disputent la dépouille) et sa disparition est toujours ressentie comme la fin d'une époque, d'un monde. La mort est d'autant plus pathétique qu'elle est sans aucune promesse. Même si l'État demeure, il n'y a pas don de joyeux avènement.

Jacques BLANGY

(1) Le républicanisme (régime caractérisé par l'absence de roi) doit être distingué de la République (l'idéal du bien commun).

Royaliste a besoin de votre soutien : participez à la souscription !

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
 SOMMAIRE : p.2 : Prendre le deuil... - p.3 : Cadrage, pompage, blocage - Zoom sur la misère - p.4 : L'ARC - Des projets pour l'Europe - p.5 : L'Italie en seconde division - p.6/7 : Simone Weil - p.8 : Les Trois France - Des illusions sur l'histoire - p.9 : Le dernier Bernanos - p.10 : Libre ballade - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : François Mitterrand.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : (1) 42.97.42.57
 Télécopie : (1) 42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Cadrage, pompage, blocage

Le Premier ministre organise avec une rigoureuse logique l'entrée de la France dans la récession économique.

Pour l'homme d'État clairvoyant, l'obstination engendre la grandeur. Mais l'absence d'une vision d'ensemble partagée par le peuple fait du chef obstiné un danger public.

Pour le malheur du pays, Alain Juppé illustre le second cas. La première ministre se croit churchillienne alors qu'il est plus proche des célèbres Shadocks qui pompaient, pompaient... Deux traits distinguent cependant le locataire de Matignon du professeur Shadock. L'un touche au caractère : le brillant chef de cabinet de Jacques Chirac est moins amusant que l'éminente figure du monde shadokien. L'autre porte sur la méthode : notre technocrate en chef a pris la détestable habitude de pomper et de bloquer en même temps. Voyons cela de plus près.

En technolanguage, le blocage s'appelle « gel-des-salaires-des-fonctionnaires » (octobre), ou « on-ne-parlera-pas-salaires-au-sommet-social » (décembre), et maintenant « lettre de cadrage ». Cette lettre interdit aux dirigeants des entreprises publiques toute hausse de salaire supérieure à 3,4 % en 1996. Les optimistes diront que cela fait tout de même 1,4 % de plus que le taux d'inflation (2 % environ). C'est compter sans une mesure vicieuse qu'on appelle élégamment « l'effet-report », et qui consiste à tenir compte des diverses augmentations qui ont eu lieu au cours de l'année 1995. En outre, les entreprises publiques en diffi-

culté (Air France notamment) devront éviter toute mesure générale d'augmentation.

Est-il besoin de souligner que ces ordres sont reçus comme autant de provocations dans les entreprises concernées ? L'intendant Juppé s'en moque, tout occupé qu'il est à pomper. Or c'est ici que les choses se compliquent.

Suite aux précédents blocages salariaux, la croissance s'est ralentie (un point de moins que prévu) ce qui entraîne un ralentissement du pompage fiscal (quand les affaires diminuent, quand le chômage augmente, les impôts rentrent moins). Logique avec lui-même, le Premier ministre ordonne que l'on pompe et repompe encore. Pompage indirect (augmentation de l'essence, des cigarettes...), pompage direct (le fameux RDS, plus la suppression de certains avantages fiscaux qui alourdiront l'impôt sur le revenu). Ces deux types de pompage (très schématiquement évoqués) ont lieu, il faut le rappeler, dans une situation de blocage des salaires du public et du privé.

Conséquences ? Pompes et blocages ralentiront fortement la croissance de l'économie française, qui ralentit à cause de la politique de rigueur, et qui chutera d'autant plus fortement que l'ensemble de l'économie européenne est menacée par un ralentissement de la croissance. A tous égards, l'obstination d'Alain Juppé est catastrophique.

Sylvie FERNOY

Zoom sur la misère

Les enfants des pauvres ont-ils trois fois moins faim que les autres ?

C'est la conclusion à ne pas tirer du rapport des députés Charles de Courson et Claude Huriet. Ce document place la représentation nationale devant une cruelle vérité : dans les zones les plus défavorisées, 22 % des collégiens mangent à la cantine, alors que la moyenne nationale est de 60 %.

Qui sont ces exclus de cette demi-pension ? Des petits gâtés qui préfèrent grignoter un sandwich au MacDonald et disputer leurs « ping-pong » au café ? Certes pas s'ils habitent les cités du Nord où leurs parents sont à 35 % au chômage, ni en Seine-et-Marne où le Conseil général a décidé de prendre des mesures d'urgence. La situation s'est aggravée continuellement depuis 1994 : les familles mesurent à ce point leurs moyens d'existence qu'elles n'ont plus de quoi offrir à déjeuner à leurs gosses... Voilà qui en dit long sur la « fracture sociale » et sur les sauvetages à opérer.

Réalité de la détresse, que nous confirmait un postier de province : il voit chaque jour maintenant, pour la première fois de sa vie, des mères de familles retirer de leur compte chèque postal 10 francs, 15 francs, à peine de quoi tremper du pain dans un bouillon-cube. Alors qu'on la croyait vaincue par le RMI, la pauvreté s'accroît de la férocité avec laquelle la redistribution du travail et des revenus semble avoir désormais renoncé à l'idée de partage. C'est le fond

d'une tragédie qui n'attend rien des trompeuses embellies d'une conjoncture économique qui a pour règle machinale de pomper l'argent du pauvre vers le capital.

Urgence des mesures à prendre. Tout d'abord en ce qui concerne les bourses des collégiens : pourquoi en avoir transféré la distribution des établissements scolaires vers les Caisses d'Allocations familiales sans prévoir les conséquences ? Les collèges répartissaient les versements sur l'année, gardant des provisions pour la cantine en cas de défaillance du budget familial ; les CAF distribuent tout au début de l'année, et la pression des frais courants est telle... Au-delà des collèges, il est clair que les bourses d'État ne remplissent plus leur fonction minimale et que la santé des élèves dépend des mesures prises individuellement par les collectivités locales, les établissements d'enseignement, et du montant des aides scolaires et du budget des foyers sociaux dans les lycées. Aucune coordination n'existe entre ces institutions, et l'État, lui-même de plus en plus tenté de se désengager, n'édicte aucune règle.

Faudra-t-il inscrire la restauration scolaire au nombre des droits constitutionnels pour que l'on veuille bien considérer comme une priorité l'obligation de donner à manger aux enfants ?

Luc de GOUSTINE
 Cf. La Revue des Parents de la FCPE, n° 283 de décembre 1995.

L'ARC

Des projets pour l'Europe

Bien entendu, l'étrange personnage qu'est Jacques Crozemarie est présumé innocent tant que la justice ne s'est pas prononcée sur sa gestion de l'Association de Recherches contre le Cancer. Bien entendu, la bonne foi des administrateurs de l'ARC ne saurait être mise en cause tant qu'il n'y a pas de preuve contraire.

Mais le scandale qui atteint la dite association et qui affecte les malades, les souscripteurs et nombre de chercheurs porte en lui-même trois leçons de portée générale.

D'une part, la dilapidation probable de sommes considérables souligne le caractère insoutenable et dangereux des thèses libérales : la privatisation des tâches d'intérêt général n'est pas une garantie d'efficacité gestionnaire et de rentabilité financière, et le laxisme dans les contrôles laisse par trop le champ libre aux ... inadvertances comptables de ceux qui font appel à la charité publique.

D'autre part, la surveillance civique dont se targue les médias est partielle et épisodique : seul *le Monde* avait fait écho, voici un an, à l'alarmant rapport rédigé par L'Inspection générale des Affaires sociales. Observons à cet égard que l'ARC fut un important annonceur publicitaire.

Enfin, et de toute évidence, le climat de corruption généralisée, qui fait maintenant porter les soupçons sur les associations qui font appel à la charité publique, doit inciter le législateur à augmenter le contrôle étatique et à réformer en profondeur la législation sur les associations.

J.B.

Des dirigeants socialistes réfléchissent sur l'Europe, ce qui est utile. Mais les solutions qu'ils préconisent laissent à désirer.

Dans la même semaine, Laurent Fabius et Jacques Delors ont publié leurs réflexions sur l'avenir de la construction européenne (1). L'initiative est heureuse puisque le débat européen en France se limite actuellement à la question des « critères de Maastricht », alors que la conférence intergouvernementale qui a lieu cette année porte sur l'ensemble de la construction européenne. De surcroît, l'actuel président du groupe parlementaire socialiste et l'ancien président de la Commission européenne ont le mérite de présenter des analyses qui permettent d'éclairer le débat - sans toutefois apporter de solutions satisfaisantes.

Relevons d'abord deux petites phrases qui en disent long sur le trouble qui a saisi les socialistes. L'une est de Laurent Fabius, qui avoue avoir voté Oui à Maastricht sans enthousiasme, parce que les partisans du Non n'avaient pas de projet alternatif. L'autre est de Jacques Delors qui note que le débat engagé porte sur la révision du traité de Maastricht - qu'on nous présentait naguère comme un texte à jamais intangible. La crise européenne étant ainsi soulignée, les deux dirigeants socialistes envisagent quatre solutions qui selon eux permettraient d'en triompher :

1) Créer un lien étroit (souligné par L. Fabius) entre l'Europe à monnaie unique et les pays qui resteraient en

dehors du système. Comme André Gauron l'a récemment démontré dans nos colonnes (2), cette solution chèvrechou ne permettrait pas de surmonter la crise économique et de favoriser l'emploi.

2) Faire en sorte que la gestion de la monnaie unique prenne en compte « les exi-



gences de l'emploi ». C'est là un vœu pieu, puisque la solution monétaire à la crise de l'emploi n'a pas été trouvée.

3) Établir un contrôle démocratique de la future Banque centrale européenne en instituant un véritable « gouvernement économique ». Le souci est louable, la proposition paraît équilibrée sur le papier, mais comme la politique économique est d'abord une gestion avant d'être une gestion économique, le « gouvernement économique » est principalement un acte politique - ce qui nous renvoie à la

question décisive de la définition politique de l'Europe.

4) Proposer une « union politique » (dit Laurent Fabius), que Jacques Delors voudrait constituer sous la forme d'une « fédération d'États-nations ». Tel est bien le noeud du débat. Or Laurent Fabius, qui prône « l'euro-réalisme », s'en tient à de sympathiques évanescences. Quant à Jacques Delors, il fuit le débat en faisant mine de le régler. Une « fédération d'États-nations », c'est tout simplement une confédération et non pas, comme il l'affirme, une synthèse originale entre la forme fédérale et la forme nationale : la forme delorienne ne nous permet pas de savoir si son inventeur accepte enfin la confédération (seul principe réellement fondateur d'une Europe en voie d'élargissement) ou tente hypocritement de faire accepter une solution fédéraliste que la France n'a cessé de refuser.

Nous nous retrouvons donc devant la même impasse : il n'y aura pas de monnaie unique, ni d'union économique européenne sans une instance politique européenne. Or cette instance doit nécessairement résulter d'une définition politique commune qui n'est pas concevable puisque le désaccord entre Français et Allemands est patent sur cette définition. Nous sommes au rouet.

Annette DELRANCK

(1) cf. Laurent Fabius : « Plaidoyer pour l'euro-réalisme », *Le Monde* du 5/1/1996, et Jacques Delors : « Une méthode pour sauver l'Europe », *Le Nouvel Observateur* du 4/1/1996.
(2) *Royaliste* n° 654 : entretien avec André Gauron « Le chômage et l'Europe ».

L'Italie en seconde division

De Gasperi doit se retourner dans sa tombe. L'Italie prend la présidence de l'Union européenne à un moment où elle se sent exclue du cercle des grands européens, en passe de tomber en série B ou de jouer en 2^e division.

Paradoxe : c'est au moment où l'Italie était pauvre, divisée, avec le plus fort parti communiste d'Europe occidentale, qu'elle fut l'un des trois cofondateurs de l'idée européenne.

Aujourd'hui qu'elle s'est développée, que son économie est sans doute la troisième, devant l'Angleterre, qu'elle se réforme, elle est déclarée inapte à rejoindre l'union monétaire, à demeurer dans le noyau dur de la nouvelle Europe.

Elle l'a d'autant plus mauvaise que sa place est prise par l'Espagne qui a accompli un surprenant retour en force au cours de sa présidence de l'Union européenne au second semestre 1995. Débutée sous la menace d'élections prématurées, elle se termine au plus grand bénéfice non seulement de Felipe Gonzales, remis en selle pour les élections de mars prochain, mais surtout du statut international de l'Espagne. Madrid a gagné sur Rome les deux avantages dont s'était targuée la diplomatie italienne jusqu'alors : la politique méditerranéenne et l'alliance privilégiée avec les États-Unis au sein de l'OTAN. L'Espagne est désormais la mieux placée auprès des pays arabes en général, au Proche-Orient comme au Maghreb. Le secrétaire d'État américain dès juin avait choisi Madrid pour lancer le projet de charte transatlantique que le président Clinton y a signée en décembre. Si Gonzales finalement n'a pu

convaincre les Européens d'associer les Américains à la conférence méditerranéenne de Barcelone, il avait rempli son mandat. La désignation du ministre espagnol des Affaires étrangères au secrétariat général de l'OTAN en fut la récompense bien méritée. Fallait-il que Washington, et accessoirement Bonn, soient satisfaits de l'Espagne pour désigner M. Javier Solana, celui-là même qui, contre Felipe Gonzales au sein du parti socialiste, avait fait campagne contre l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN lors du référendum de 1982 ? Pour confier en outre ce poste à un pays qui, comme la France, est membre de l'Alliance sans appartenir à l'organisation intégrée ?

L'économie espagnole s'est certes développée mais elle n'a pas la structure ni la vitalité de l'économie italienne. Pour autant, si elle n'intègre pas l'union monétaire, l'Espagne n'en demeurera pas moins un acteur européen à part entière. Pourquoi faut-il qu'il n'en aille pas de même pour l'Italie ? Exclue, l'Italie sera fragilisée. Jusqu'à présent elle se reposait sur l'Europe pour résoudre ses questions politiques. Depuis 1945, elle avait opéré ce transfert qui la dispensait presque d'avoir un État, une politique nationale, à la limite même d'être une nation. L'Espagne aussi a connu des crises politiques mais elles ne furent que des crises partielles, et son système démocratique est solidement enraciné avec l'institu-

tion monarchique comme clef de voûte.

En Italie, l'enjeu le plus grave de la monnaie unique est sans doute la mise en cause de son unité géographique. En effet, l'Italie du nord ne comprendra pas et n'acceptera pas d'être exclue du noyau dur monétaire. L'éditorialiste de l'hebdomadaire *L'Espresso*, pourtant hostile à Maastricht, affirmait récemment qu'une Europe sans l'Italie ne pourrait pas se faire passer pour l'Europe, mais que l'Italie sans l'Europe serait plus que jamais divisée entre un nord « bavarois » et un sud « libanais ». Cette coupure dès aujourd'hui est une des raisons pour lesquelles Rome n'arrive plus à rendre crédible sa politique méditerranéenne.

Depuis deux ans, l'Italie cherche sa voie. Elle est parfois tentée par un jeu d'équilibre qui la ferait se joindre à la vision anglaise de l'Europe. Elle utilise aussi quand cela la sert l'appareil de l'ex-plus important parti communiste d'Europe occidentale dont l'audience pourrait s'encourager des progrès des ex-communistes en Europe centrale et orientale. Si des élections rapprochées amenaient la coalition de centre-gauche au pouvoir à Rome, celle-ci pourrait choisir d'influer sur le cours de la conférence intergouvernementale qui sera lancée le 29 mars prochain à Turin et en faire le prélude à un autre traité de Rome plutôt qu'à un Maastricht bis. En juin, il sera trop tard. Après une présidence irlandaise, l'Union se retrouvera à partir du 1^{er} janvier 1997 sous présidence des Pays-Bas.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ARABIE SAOUDITE** : Victime d'une attaque cérébrale en novembre et toujours convalescent, le roi Fahd d'Arabie Saoudite a remis, le 1^{er} janvier, à son demi-frère Abdallah les rênes du gouvernement du royaume. « Le prince héritier Abdallah assurera les affaires de l'État pendant que nous prenons du repos » indique le décret royal. Manière élégante de passer le relais qui devrait à peu près satisfaire le réseau complexe des clans et personnalités de la famille régnante. Le prince Abdallah, âgé de soixante-douze ans, commande la Garde nationale. Homme austère, il privilégiera sans doute ses amitiés arabes à une ouverture sur l'Occident.

♦ **CAMBODGE** : Le palais royal de Phnom Penh a publié un décret signé du roi Norodom Sihanouk accordant à son épouse Monique le titre de « Femme suprême ». Dans le langage de la cour, cette distinction implique que la reine serait susceptible d'entrer dans la course à la succession au trône. Les rumeurs se faisant insistantes, le roi a été contraint de publier un démenti rappelant que son successeur serait choisi par le Conseil du Trône (sept membres) parmi les descendants du roi. Pour l'heure, le favori dans la course reste Norodom Ranariddh, fils du roi et Premier ministre.

♦ **ITALIE** : Le prince Victor-Emmanuel de Savoie dont le retour d'exil est actuellement étudié par les parlementaires italiens a affirmé que son premier geste, lorsqu'il serait rentré chez lui après cinquante ans d'interdiction du sol national, serait de rapatrier les cendres de ses grands-parents et de son père. « Je pense que les dépouilles royales doivent revenir dans leur pays car elles font partie intégrante du patrimoine historique » a-t-il déclaré.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Alors que Charles et Diana poursuivent leurs négociations par l'entremise de leurs avocats en vue de divorcer comme le leur demandait la reine Elisabeth, le Premier ministre John Major a apporté un soutien de poids à la princesse de Galles. Il souhaite la voir dotée à l'avenir d'un rôle « qui a un sens » dans la vie publique britannique. Dans le même entretien donné à la BBC, le Premier ministre a affirmé sa foi dans l'avenir de l'institution monarchique : « un élément permanent et enraciné de la vie nationale. Nous serions bien les plus malheureux si nous tentions de changer, d'altérer la monarchie ».

♦ **ERRATUM** : Sur la foi d'une dépêche d'agence erronée nous avions indiqué (*Royaliste* n° 655) que la reine Elisabeth II avait assisté à une messe catholique à la cathédrale de Cantorbéry et que c'était la première fois depuis le XVI^e siècle qu'un souverain britannique faisait un tel geste. Nos amis de la *Monarchist League* nous signalent, d'une part, qu'il s'agissait en fait de vêpres à la cathédrale de Westminster et, d'autre part, que le roi Jacques II qui régna de 1685 à 1688 était converti au catholicisme et allait régulièrement à la messe. Dont acte.

Ministre de l'Environnement de 1983 à 1986, député du Doubs jusqu'en 1993, Huguette Bouchardeau se

consacre aujourd'hui à l'écriture et à l'édition.

Philosophe de formation, elle a récemment publié une biographie de Simone Weil qui nous permet de découvrir une personnalité émouvante et mal connue, et qui nous convie à la lecture d'une oeuvre philosophique dans laquelle l'exigence intime de vérité se conjugue à la volonté d'armer la pensée de chacun.

■ **Royaliste : Pourquoi Simone Weil est-elle si peu et si mal connue en France ?**

Huguette Bouchardeau : Lorsqu'on parle de Simone Weil, on se contente d'évoquer, trop souvent, trois aspects de sa vie (vie brève puisque, née en 1909, elle est morte en 1943, à l'âge de trente-quatre ans)... On se souvient que cette agrégée de philosophie a abandonné son poste d'enseignante pour entrer en usine, et on compare sa démarche à celle de jeunes intellectuels de la génération 1968 qui allaient s'établir en usine. On la décrit très souvent comme un écrivain mystique. Enfin, certaines études récentes qui portent sur la personnalité de Simone Weil cherchent à décrire une femme névrotique, anorexique, en butte à des obsessions pathologiques.

■ **Royaliste : Pourquoi Simone Weil a-t-elle décidé d'aller travailler en usine ?**

Huguette Bouchardeau : C'est pendant l'année scolaire 1934-1935 que Simone Weil demande un congé pour connaître la vie ouvrière. Elle a travaillé successivement dans trois entreprises : Alsthom, où elle est restée neuf semaines, puis, après un congé de maladie, quatre semaines dans un établissement de Boulogne-Billancourt et enfin onze semaines chez Renault.

Cet engagement ne ressemble



en aucune manière à celui des *établis* de l'après-Mai 1968. Ceux-ci cherchaient à travailler sur le lieu d'où devait partir la Révolution, afin d'y contribuer. Telle n'était pas la démarche de Simone Weil, qui a voulu connaître la condition ouvrière pour trois raisons. Elle pensait, d'abord, que le travail manuel permettait le véritable contact avec la réalité, l'intellectuel risquant toujours de s'échapper du monde réel. Ensuite, elle a voulu partager le sort des plus défavorisés - ce qui est une constante dans la vie de cette philosophe. De manière toute spontanée, il y a chez Simone Weil le désir de partager le malheur. Dès l'âge de quinze ans, cette jeune fille brillante, née dans une famille de bourgeois aisés et cultivés, demandait à travailler chez des paysans ou avec des pêcheurs sur les lieux de villégiature de ses parents...

J'ajoute, et c'est la troisième explication de son travail en usine, que Simone Weil s'est intéressée très tôt aux problèmes sociaux - à la question de la répartition des revenus, mais aussi à l'organisation sociale. Pour elle, les sociétés modernes, qui se bureaucratisent, prennent leur modèle dans l'unité de production elle-même bureaucratisée où existe la coupure entre travail manuel et travail intellectuel. Pour apprendre le fonctionnement de la société, il faut donc connaître le fonctionnement des entreprises. Aussi veut-elle comprendre de l'intérieur ce fonctionnement, connaître intimement la division du travail et l'ensemble des rouages industriels. Ainsi, l'aventure ouvrière de Simone Weil n'est ni romantique ni seulement politique : elle s'inscrit dans un effort de compréhension, de vérité.

■ **Royaliste : Peut-on dire de Simone Weil qu'elle fut une mystique ?**

Huguette Bouchardeau : Sans doute y eut-il dans sa vie une montée progressive vers la recherche religieuse, et une attention de plus en plus soutenue au problème de la rencontre entre l'homme et l'au-delà. On peut donc parler d'expérience mystique. Par exemple, lors de son voyage en Italie, qui est un moment heureux de sa vie, elle est allée à Assise et dit elle-même que, dans une petite chapelle, elle a rencontré le Divin.

Il faut d'ailleurs préciser que Simone Weil, dont les parents étaient agnostiques, n'avait pas été élevée dans la religion juive. Aussi se déclare-t-elle « *chrétienne depuis toujours* » chaque fois qu'elle a à se prononcer sur son appartenance culturelle ou religieuse - alors qu'elle n'a été baptisée dans aucune religion. Il faut cependant observer que ses trois expériences mystiques ont lieu dans des lieux de culte catholique : Assise, Solesmes, et, au Portugal, une procession de paysans pauvres. Et puis, elle dit avoir souvent récité le *Notre Père* en travaillant la terre chez le philosophe Gustave Thibon, qui l'avait accueillie au début de la guerre.

Mais il faut bien comprendre que Simone Weil a d'abord cherché une philosophie qui pourrait intégrer cette expérience religieuse : comme dans l'expérience ouvrière, Simone Weil cherche la vérité de l'expérience religieuse. Tout au long de sa vie, elle reste en effet une philosophe qui cherche à atteindre la vérité. Mais elle entend dépasser la vérité limitée de l'expérience scientifique et des classiques affrontements philosophiques, elle voudrait dépasser les frontières intellectuelles ordinaires pour explorer la vérité du contact avec le travail, et avec l'au-delà. C'est donc un contresens que de présenter la pensée mystique de Simone Weil comme une pensée autonome : cette pensée est toujours ins-

crite dans une exigence philosophique, dans la quête rationnelle de la vérité.

■ **Royaliste : Pourquoi ce contresens est-il aussi communément répandu ?**

Huguette Bouchardeau : Il tient pour beaucoup à la manière dont les oeuvres de Simone Weil ont été publiées. Lorsqu'elle est morte, en 1943, elle n'avait publié aucun ouvrage, mais rédigé d'une plume toujours militante de très nombreux articles dans des revues plus ou moins confidentielles. Surtout, elle prenait des notes très abondantes sur des carnets qu'elle a confiés à Gustave Thibon et au père Perrin (un dominicain avec lequel elle avait beaucoup discuté) au moment où elle quitte la France en 1942 pour les États-Unis. Or Gustave Thibon et le père Perrin ont rassemblé et publié ces notes éparses sous des titres qui constituent une interprétation de la pensée de Simone Weil : successivement *La Pesanteur et la Grâce*, *Attente de Dieu*, et *Intuitions préchrétiennes*. La philosophe a toujours refusé le baptême, et toujours bataillé contre les religieux en s'opposant à l'idée d'adhérer à une église quelconque. Pourtant, elle a été présentée comme étant à la porte de l'Église catholique, en train de faire l'ultime démarche pour entrer en religion.

■ **Royaliste : Ne proposez-vous pas, à votre tour, une**



♦ Travailler en usine pour connaître la condition ouvrière...

interprétation en sens contraire ?

Huguette Bouchardeau : Je veux simplement attirer l'attention sur la méthode de travail de Simone Weil. Elle a été l'élève du philosophe Alain pour qui « *penser, c'est dire non* » : aussi préconisait-il l'apprentissage contradictoire du concept, qui consiste à pousser une idée jusqu'à son terme puis à examiner la thèse contradictoire. Les textes cités comme des formules définitives ne sont souvent que des

essais pour éprouver la validité d'une pensée et de son contraire.

Ce qui laisse deux impressions très fâcheuses : on tire Simone Weil vers une Église dans laquelle elle ne voulait pas entrer, tout en publiant des aphorismes qui font croire à une grande confusion intellectuelle.

■ **Royaliste : Simone Weil est-elle un cas pathologique ?**

Huguette Bouchardeau : C'est un cas, en effet. Mais je refuse le terme pathologique. Cette jeune fille brillante est persuadée de son insuffisance, surtout par rapport à son frère, qui devint un grand mathématicien ; mais elle voulait compenser cela par le courage, par l'attention (qui est courage de l'esprit pour Alain). Cette jeune fille très belle a choisi de s'habiller de façon spartiate et « *d'abandonner très tôt le don de la beauté* » comme le dit Simone Pétrement qui est sa première biographe.

Elle n'était pas dans les normes, voilà tout. Une fois encore, toute son attitude à l'égard de l'argent, de la nourriture, tient à sa volonté de partager le sort des plus humbles. Et il est scandaleux de vouloir réduire son oeuvre philosophique à une quelconque pathologie.

■ **Royaliste : Pourquoi la lecture de Simone Weil est-elle importante aujourd'hui ?**

Huguette Bouchardeau : Il y a d'abord chez elle une recherche forte de rationalité qui commence quand elle rédige des « *topos* » pour Alain, notamment son texte sur le temps. Elle poursuit cette recherche dans son mémoire sur la pensée de Descartes, puis par sa réflexion sur le pouvoir et ses études sur la pensée grecque (sur Platon, sur la tragédie) qu'elle conçoit dans sa relation avec la pensée chrétienne - alors qu'elle nie toute continuité entre l'Ancien et le Nouveau Testament.

D'autre part, l'originalité de Simone Weil tient au fait qu'elle a voulu appliquer sa pensée. Pour elle, la philosophie doit armer l'esprit, elle doit permettre à la pensée humaine de se défendre contre l'aliénation de la force, contre la servitude. Pour elle, le XX^e

siècle est celui de la montée des grandes servitudes, y compris la servitude des révolutions usurpées : la Russie stalinienne n'est pas à ses yeux un pays soviétique, puisque le soviétique est le pouvoir donné au peuple - non au parti unique. Bien entendu, elle récuse le fascisme italien, le franquisme et le nazisme : malgré son pacifisme militant, elle s'est engagée dans la guerre d'Espagne aux côtés des anarchistes de la CNT (elle a été rapatriée à la suite d'un accident). Puis elle a rejoint le général de Gaulle à Londres et elle est restée au service de la France libre jusqu'à sa mort. C'est d'ailleurs Simone Weil qui a eu l'idée du Conseil National de la Résistance (elle avait nommé cela le « Conseil de la révolte »).

Le refus de la servitude s'est aussi manifesté chez Simone Weil par le rejet de toutes les grandes organisations - politiques, syndicales, religieuses - qui, à ses yeux, ne faisaient que renforcer l'Organisation en tant que telle. La réflexion sur la malaisance des organisations est une de ses idées-force : pour elle, il peut être utile de s'organiser pour agir, mais en aucun cas une organisation ne peut penser à la place de l'individu, lui indiquer la voie, commander à ses actes, prononcer des anathèmes. Sans nier l'appartenance à une culture, elle estime que la pensée est toujours la pensée d'un homme - non celle d'un groupe.

Enfin, il y a chez Simone Weil de très belles réflexions sur la violence, sur la force sur la guerre - je pense par exemple à la lettre qu'elle a écrite à Bernanos après avoir lu *les Grands Cimetières sous la Lune* pour lui dire que, venue d'un horizon opposé, elle se retrouve en accord avec sa dénonciation de la barbarie.

Propos recueillis par Jacques Blangy

Huguette Bouchardeau

Simone Weil

prix franco 130 F

Les Trois France

Il est des ouvrages dont la lecture vous rend plus intelligent, c'est-à-dire capable de décrypter de nombreux phénomènes.

C'est le cas des *Trois France* d'Hervé Le Bras, en passe de devenir un classique.

Selon la thèse d'Hervé Le Bras, trois structures imprègnent en profondeur l'espace français : le catholicisme, les formes familiales et le

centralisme parisien. Chaque espace de notre pays subit chacune de ces structures à un degré plus ou moins fort. Ainsi, les zones à fort tempérament religieux sont représentatives d'une autonomie locale rétive au pouvoir central. Les familles complexes, représentatives

du sud, résistent aux forces organisatrices parisiennes et prennent le visage de la gauche. Enfin, l'influence parisienne joue un rôle modérateur. C'est sur ce fond qu'intervient l'acteur « démographie », moteur de l'histoire par le jeu de la fécondité et de l'immigration.

A l'aide de nombreuses cartes découpées par départements, Hervé Le Bras manie avec intelligence indices, dates et pourcentages pour nous révéler des évidences sous-

mentation récente de la circulation et de la mobilité. La déchristianisation, le déclin du rôle de la famille, le moindre enracinement dans les pays ouverts et de grande circulation et la concurrence créée par les immigrés dans la partie basse de l'ascenseur social expliquent, selon lui, pour l'essentiel la percée du Front National.

Christian MORY

Hervé Le Bras - « Les Trois France » - Éditions Odile Jacob, coll. Opus - prix franco : 85 F.

Notre service librairie est à votre disposition pour vous procurer à tout moment n'importe quel livre. Faites appel à nous !

Des illusions sur l'histoire

En économie, bien des erreurs théoriques et des échecs pratiques s'expliquent par la méconnaissance de l'histoire et de ses enseignements.

Le nom de Paul Bairoch est infiniment moins connu que celui de Guy Sorman, charlatan notoire, ou d'Alain Minc, expert en bêtises et porte-parole attiré de la classe dirigeante. Paul Bairoch se contente d'être un des plus grands historiens européens de l'économie : c'est à ce titre qu'il a récemment publié un livre resté sans grand écho, alors qu'il souligne, chiffres à l'appui, les énormes erreurs qui ont été commises sur l'histoire du développement de l'Occident moderne.

Après avoir procédé à une révision sévère de l'ampleur de la grande dépression des années trente (pendant laquelle le PNB par habitant a progressé plus vite que lors des dix années précédentes) Paul Bairoch s'attaque à la mythologie du libre-échange et détruit, les uns après les autres, les « faits » qu'on nous assène aujourd'hui pour justifier l'idéologie néo-libérale. Il s'avère en effet que le XIX^e siècle n'a pas été l'âge d'or du libre-échange : les Anglais ne s'orientent vers la liberté des échanges qu'à partir de 1842 dans une Europe qui reste protectionniste, et le libre-échange ne prédomine en Europe qu'entre 1860 et 1879. L'âge d'or se réduit donc à un intermède.

De ce premier constat, procède une analyse d'ensemble de l'organisation des échanges internationaux depuis deux

siècles. Il en ressort que la croissance économique n'est pas nécessairement liée au libéralisme puisque la principale dépression du XIX^e siècle, qui commence en 1873, se situe en pleine période de liberté des échanges ! Plus étonnant encore, les chiffres montrent que ce sont les pays les plus protectionnistes qui, à la fin du XIX^e siècle, ont connu l'expansion la plus rapide.

Le libéralisme comme exception et comme conséquence (ou « récompense ») des périodes de protection ; le protectionnisme comme condition de la reprise et de l'expansion économique : voilà qui devrait entraîner une révision déchirante des conceptions et un bouleversement des choix économiques.

Spécialiste du tiers monde, Paul Bairoch offre par ailleurs des analyses neuves, souvent révolutionnaires, sur les matières premières, sur les débouchés coloniaux et démontre que les écarts de revenus entre l'Europe et le reste du monde ont été beaucoup plus faibles qu'on ne le croit avant la révolution industrielle.

L'ouvrage est celui d'un savant. Il est indispensable à tous ceux qui combattent l'idéologie économique dominante.

Annette DELRANCK

Paul Bairoch - « Mythes et paradoxes de l'histoire économique » - La Découverte - prix franco : 145 F.

Le dernier Bernanos

Parler du dernier Bernanos ne signifie pas qu'il y en ait eu plusieurs. Car peu d'hommes, ou d'écrivains, ont montré d'un bout à l'autre de leur vie comment ils étaient faits du même métal. Mais il y a des âges de la vie. Et Bernanos les a tous affrontés d'un même cœur, avec la même attention passionnée, sans jamais oublier l'expérience acquise et sans esquiver ce que les événements avaient de spécifique. Le jeune rédacteur de l'*Écho de Normandie* a la même flamme que l'auteur de *La Grande Peur* ou des *Grands Cimetières* mais entre-temps il y a eu l'expérience inéffaçable de la première guerre. De même, les écrits du Brésil, en pleine seconde guerre mondiale, ont en mémoire toute la politique qui a mené à Munich. Et quand l'écrivain, retour du Brésil, retrouve la France d'après la Libération, il jette sur le monde nouveau, toute l'attention aiguisée par tant d'épreuves et avide de percer l'écorce de la nouveauté.

Enfin, la Pléiade nous restitue ce dernier Bernanos, en publiant le second tome des *Essais et écrits de combat*, si longtemps resté en souffrance. Et voici réunis tous les textes composés entre 1939 et 1948. Les dix dernières années de Bernanos en ce doux royaume ! Dieu sait si l'actualité d'un monde en flammes avait de quoi provoquer chaque jour son âme de veilleur. Il n'était pas le seul, mais il y a un ton « Bernanos » qui est unique, et aujourd'hui encore atteint notre plus profonde écoute. Faut-il expliquer aux jeunes de la nouvelle génération, que les publicistes ont pu définir comme « morale », que le plus libre des hommes ne s'est jamais voulu « démocrate » à l'heure où il combattait sans relâche tous les totalitarismes ? Il faisait mieux que cela en provoquant la démocratie, pour réveiller dans les hommes une liberté toujours menacée. Tocqueville n'avait-il pas pressenti qu'il y avait un danger de sonner le réveil, et en nous en garde en ne cessant de sonner le réveil, et en dénonçant ce qui en chacun est puissance de renoncement.

Pas un seul article du Brésil qui ne s'adresse directement aux consciences pour rappeler à quel point le poison de Munich s'est insidieusement logé au cœur des peuples : « Chers amis brésiliens, j'ai vu naître dans mon malheureux pays cette sorte de gens. Je les ai vus se reproduire et se multiplier avec une rapidité effrayante. Cette société bourgeoise dont le conformisme moral avait fourni aux écrivains français depuis Balzac le sujet de tant de romans, s'est trouvée tout à coup atteinte d'un accès de cynisme aigu, d'une poussée de cynisme comparable à celle que produit chez les malades une fièvre éruptive et les catholiques n'étaient pas moins contaminés que les autres. [...] La servile adulation du fort, la haine hystérique du faible, giclaient de ces consciences, comme gicle le pus d'un abcès mûr ».

Ce qui me frappe dans ces textes, c'est la façon dont Bernanos conçoit son propre labeur d'écrivain et de journaliste dans un monde déjà dévolu à « la communication ». Sa lucidité reste entière face aux campagnes d'opinion qui veulent rassurer ou anesthésier par des procédés, à l'heure où il aurait fallu précisément dresser la

lucidité morale des hommes libres contre l'intoxication de la propagande totalitaire. Il se méfie du système américain, des séries statistiques et du réalisme qui voudraient conduire les peuples, à coup de campagnes publicitaires bien menées. C'est aux hommes eux-mêmes que Bernanos veut s'adresser, contre toutes les habiletés, pour les faire réagir selon les seuls critères du bien et du mal : « Les gouvernements démocratiques devraient bien méditer la leçon. Ils ne trouvent jamais l'opinion assez disciplinée, c'est-à-dire assez optimiste, assez crédule, et ils ne s'aperçoivent pas qu'ils affaiblissent ainsi, de plus en plus dangereusement les réflexes de défense et de salut qui permettaient aux peuples de survivre à certaines épreuves décisives ».

Quand Bernanos revient en France, la guerre terminée, il est en alerte contre d'autres dangers. La tentation communiste de toute une partie du catholicisme de gauche ne provoque en lui nulle indulgence, alors que la rupture avec les catholiques de droite l'a pourtant désolidarisé de ceux qui ont toujours crié au péril marxiste. Mais l'affaire est trop grave : « Aussitôt après avoir écrit que le monde moderne, par une inversion effrayante de l'idée chrétienne de Rédemption, met son espoir dans la mort de Dieu, il est trop

grave d'évoquer « l'appel du large » - pourquoi pas le souffle du large, le souffle de l'Esprit ? » Il y allait pour lui d'un vrai reniement et il est impitoyable :

« Ils tendent à Staline une main que leurs arrières-grands-pères auraient dû tendre à Proudhon ou à Blanqui, précisément pour épargner au monde actuel le pile ou face d'une aventure désespérée ».

Une autre obsession du Bernanos de l'après-guerre vise un monde moderne promis aux robots et à la société des machines. Certains ont vu là une partie faible de son oeuvre, inspirée par un préjugé réactionnaire, la peur d'un monde industrialisé. Je ne suis pas du tout d'accord. Certes, on pourra toujours contester tel jugement, penser que l'auteur de *la France contre les robots* est en retard d'une révolution technologique. Et s'il était en avance ? Son idée :

que l'homme ne soit pas vidé de sa substance en gardant la royale maîtrise de lui-même. Il est persuadé que l'opinion des régimes démocratiques n'a pas été indemne des idolâtries par lesquelles les régimes totalitaires ont assuré leur triomphe. Les totalitarismes vaincus par les armes, il n'est pas persuadé que les peuples dits libres ne sont pas disposés à se rendre à de nouvelles formes de déshumanisation : « Mais la machinerie est-elle une étape ou le symptôme d'une crise, d'une rupture d'équilibre, d'une défaillance des hautes facultés désintéressées de l'homme, au bénéfice de ses appétits ? ». A cette question l'écrivain répondait au risque d'effaroucher tous les dévots du progrès : « La civilisation des machines est la civilisation de la quantité opposée à celle de la qualité. Les imbéciles y dominent donc par le nombre, ils y sont le nombre ». L'interromps cette citation, à laquelle j'invite de se reporter pour en lire la suite. Au risque de me faire pendre je ne puis m'empêcher d'y trouver quelque chose de prophétique, et de souverainement incontestable. La société des machines a pu atteindre un niveau de sophistication sans précédent, qui semble témoigner pour le plus haut génie humain, mais une intelligence artificielle, si utile soit-elle, ne sera jamais une intelligence humaine. Et si l'intelligence robotique prend le dessus, l'homme est nié. Il suffit de se reporter aux travaux de Lucien Sfez sur la société de communication ou sur la médecine futuriste pour comprendre à quel degré de profondeur, le dernier Bernanos avait raison.

Georges Bernanos - « Essais et écrits de combat » tome II - Textes établis, présentés et annotés sous la direction de Michel Estève - Gallimard, coll. La Pléiade - prix franco : 440 F jusqu'au 31 janvier (490 F ensuite).

par Gérard Leclerc



Libre ballade

La lecture n'est pas un luxe. Pour quelques pièces de 10 francs, il est possible de s'offrir de bien belles promenades, intelligentes et plaisantes. Proposition d'itinéraire.

Commençons par un Roi, puisqu'il faut qu'ainsi le chemin s'inaugure. Ce Roi est fou, et il est mort. Mais, dément décédé, son étonnante vitalité ne connaît pas la moindre défaillance, même si elle se manifeste sous la forme d'une agitation désordonnée. Du moins si l'on en croit le poète, Apollinaire, qui de Louis II de Bavière fait « *Le Roi Lune* ». Ne pas s'attendre ici à la subtile reconstitution d'une sensibilité écorchée, comme avait pu le faire André Fraigneau dans le très remarquable « *Livre de Raison d'un Roi Fou* »... Non, nous sommes ici de plain-pied dans le délire, en communion avec les chimères. Apollinaire parle à la première personne et c'est son personnage qui s'égare dans l'univers fantasmagorique du Roi fou, tout de sensualité malade et exacerbée. Ce petit texte est un pur bijou où s'illustre le génie d'un poète qui manie avec une constante élégance l'humour, la grivoiserie, la dérision, l'anticipation, l'allusion triste, et même la pornographie (quelques lignes nous font nous demander si Apollinaire n'a pas eu la vision du cybersex).

Jouer des poètes est un exercice que l'on ne peut que recommander. Faut-il encore en avoir le temps ? Cette question nous mène tout naturellement au deuxième jalon de notre promenade : « *Le Droit à la Paresse* », de Paul

Lafargue. Gendre de Karl Marx, Paul Lafargue participe activement au mouvement révolutionnaire ouvrier. Cependant, il est un discours de ses camarades de combat qu'il ne peut supporter : l'exaltation du travail. Non, le travail est une malédiction, il n'appartient pas à la Révolution de le glorifier, mais au contraire de le réduire au minimum. Et la démonstration est plus que convaincante. Si cette dénonciation de l'idéologie du travail ne sera guère suivie d'effets dans les régimes d'inspiration marxiste, les plus éclairés des dirigeants capitalistes sauront tirer profit de certaines des propositions de Paul Lafargue (notamment la transformation des prolétaires en consommateurs). N'en déplaise aux exaltés de la pureté idéologique, cette « récupération » est plutôt un bon signe. En un temps où la question de la place du travail dans l'organisation sociale se pose avec une extrême acuité, la lecture de cette plaquette s'impose.

Mais la paresse n'est-elle pas la mère de tous les vices ? Ah, on la connaît cette rengaine chère aux moralistes à

face de carême ; elle ne mérite guère plus qu'un haussement d'épaules. Toutefois, il est vrai que notre modernité ne prépare pas les hommes à l'oisiveté féconde. Celui qui ne travaille pas y est ordinairement perçu comme une victime ou un parasite, et même, chez les plus distingués de nos nouveaux idéologues, comme une victime parasitaire. On peut se demander si notre



système d'éducation n'est pas le principal responsable de cette « incompréhension », une incompréhension qui frise l'aberration mentale si on la rapporte aux leçons des sages de l'Antiquité. A bordons donc notre troisième étape : « *Avertissement aux Écoliers et Lycéens* », signé de notre contemporain Raoul Vaneigem. Contre un enseignement formaliste et autoritaire, ennemi de toutes les imaginations, Vaneigem plaide pour une école ouverte, sans carcan, accueillante à la créativité, compagne attentive d'une curiosité toujours renouvelée. Cet « avertissement » est une oeuvre de salut public, dont on sait déjà, malheureusement, qu'elle ne sera pas entendue.

Les « schémas d'orientation » que nous dessinent pour demain nos experts d'aujourd'hui en sont fort éloignés. Faut-il s'en étonner ? Les régimes écoulés manifestent toujours une prédilection morbide pour les impasses.

Cette usure ne se vérifie-t-elle pas dans le délire sécuritaire qui s'empare des sociétés occidentales ? Conseillons ici la lecture d'une fiction, due à un des maîtres contemporains de la SF, James G. Ballard. Nous avons tous entendu parler de ces modernes et luxueux « ghettos » où les riches s'enferment pour profiter, sous haute protection, des biens de leur réussite. Paradis ? Plutôt un enfer « bienveillant » soumis à la tyrannie d'un ennui distingué, clos sur lui-même et s'observant sans cesse. L'expression de la liberté ne peut y être qu'une explosion de barbarie. « *Le Massacre de Pangbourne* » semble l'inquiétante chronique d'un monde presque déjà là.

Avec « *Le Petit Livre des Casseurs* », de Max Fullembaum, nous sommes loin de l'univers trop confortable que décrit Ballard. « *Le Petit Livre des Casseurs* » est un superbe poème d'amour, où le diamant des sentiments étincelle dans la grisaille d'une ville nouvelle. Les dernières lignes : « *A défaut de centre-ville, je cherche un sorcier-roi, c'est-à-dire une cible attachée à un totem. Face au mur sans inscription, le sorcier-roi être ses membres en silence, avec lenteur, comme un Chinois nombreux qui sait ne rien faire d'autre que ce qu'il fait. Avec un regard inutile dépourvu de pensée monumentale, il laisse venir à lui les pierres de la révolte qui roulent une à une... A ses pieds, il y a de la mousse. Dans quelques siècles, elle amortira la chute de sa tête.* »

Ainsi, inaugurée par un Roi, notre ballade s'achève par un Roi.

Patrick PIERRAN

Tous les ouvrages cités (à l'exception du « *Journal de Raison d'un Roi Fou* ». La Table Ronde) sont édités par les Éditions Mille et Une Nuits et vendus au prix de 14 F franco.

MERCI !

3^e liste de souscripteurs

Une mobilisation sans précédent. C'est ainsi que l'on peut qualifier la réponse de nos lecteurs à nos appels au secours. Nous ne sommes pas encore complètement tirés d'affaire (l'objectif des 60 000 F est absolument impératif) mais largement sur la bonne voie. Une des lettres reçues à l'occasion de cette chaude alerte résume assez bien ce que nous ont exprimé de nombreux lecteurs :

« Ne disparaissez pas ! Vous êtes à ma connaissance l'une des très rares revues qui sache concilier tradition et modernité sans vous effrayer ni de l'une ni de l'autre. Les événements vous donnent de plus en plus raison, la probabilité d'une aggravation de la situation politique et sociale augmente chaque jour, et il n'est pas impossible que le pays se retrouve tôt ou tard confronté à des choix exceptionnels qui décideront de son avenir. Ce jour là les marchands de (mauvais) rêves et les prophètes de solutions (faussement) radicales risquent de tenir le haut du pavé. Et il faudrait qu'à ce moment précis vous nous priviez de vos analyses et de vos éclairages ! » (J.-L. C. Loire-Atlantique)

On ne saurait mieux dire ! Que tous ceux qui partagent le point de vue de notre correspondant se précipitent sur leur chéquier pour nous faire atteindre l'objectif qui, maintenant, est à portée de la main.

Yvan AUMONT

MERCREDIS N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désireront poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 24 janvier - « *Combattre le Front national* » : nous avons déjà salué l'ouvrage collectif publié sous ce titre. Analyse des données électorales, étude de l'idéologie national-populiste, examen critique des stratégies tentées pour enrayer l'ascension de Jean-Marie Le Pen : autant de thèmes auxquels nous sommes d'autant plus attentifs que le congrès de la NAR se prononcera prochainement sur les moyens d'affronter le Front ». Pour en débattre, nous avons demandé à David MARTIN-CASTELNAU,

maître d'oeuvre de l'ouvrage, de nous présenter l'ensemble des contributions et ses propres conclusions.

● Mercredi 31 janvier - La question de la laïcité ne cesse d'être passionnément débattue dans toutes les familles politiques - y compris la nôtre - en raison de l'ambiguïté de sa définition et du poids des affrontements passés. Agrégé de philosophie et membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*, Guy COQ a repris dans un livre récent, « *Laïcité et République* », dont Gérard Leclerc a rendu compte dans le numéro 649 de *Royaliste*, l'ensemble de ce difficile dossier. Comment penser la laïcité, à quelles conditions peut-elle être mise en oeuvre, comment inscrire les différentes religions dans la culture démocratique et républicaine ? Autant de thèmes cruciaux qui seront mis en débat.

Roger Akriche 250 F - Jean-Pierre Albe 300 F - Emile Arcoutel 65 F - David Arnaud 100 F - G.A. (Aix en Provence) 100 F - Maurice Asta Richard 100 F - Jean Aubry 250 F - André Bacquet 200 F - Jean Bastaire 500 F - Edmond Baur 500 F - Sylvain Bianchi 300 F - Jean-Jacques Boissierolle 100 F - François Bonnet Dupeyron 300 F - Francine Bourne 50 F - Thibaut Boyer 100 F - Joseph Bretaudeau 100 F - Gisèle Brodud-Yviquel 100 F - Antoine Buguet 2000 F - Fédération de Normandie 200 F - Claude Canque 100 F - Jean-Luc Castro 500 F - Dr Jean Cayotte 300 F - Dominique Cazier 50 F - Philippe Vimeux 200 F - Hubert Charpentier 130 F - Robert Chateigner 100 F - Patricia Chevalier 100 F - J.C. (Rueil) 500 F - Marie-Thérèse Conche 500 F - Michel Cornet 200 F - Roger-Pol Cottureau 250 F - Christian Coudair 100 F - Denis Cribier 100 F - Jean Dauvergne 100 F - Yves La Marck 500 F - Gaston Delfes 200 F - Jean-Michel Dejenne 100 F - Philippe Delorme 130 F - Marc Desaubiaux 300 F - Jacques Doremieux 100 F - Jean-Louis Ducamp 100 F - Anonyme Yvelines 1000 F - Michèle Dutac 250 F - Stéphane Esquerre 50 F - Marie-Louise Faure 100 F - Philippe Favre 250 F - C. Ferrand Blazer 200 F - Richard Fielz 1000 F - Amelle Fincato 150 F - Bernard Fontaine 100 F - André Forest 30 F - François Francart 500 F - Yves Garnier 250 F - B.-E. G. (Paris) 30 F - Matthieu Géraud 100 F - Yves Gillet 150 F - Bertrand Gloria 150 F - Michel Godelroid 100 F - Daniel Gourseaud 200 F - Luc de Goustine 315 F - Hilda Guilbert 100 F - Jean-Marie Gurvil 150 F - François Hiss 500 F - Isabelle Houdart 200 F - Patrick Isambert 600 F - Pascal Jagusinski 130 F - Bernard Javault 200 F - P.J. 15 F - André Kayser 100 F - Pierre Kerleroux 200 F - Guillaume Kopp 500 F - Pierre-Paul Lacas 100 F - Olivier de Lagarde 50 F - Philippe Lamarque 500 F - François-Lionel Lavinet 1000 F - Emmanuel et Marie-Lydia Lazinier 250 F - P.L. (Liège) 152 F - Guy Leclerc-Gayrau 500 F - Jacques Leflaive 200 F - Yves Lemaignan 250 F - Guy Leres 250 F - Patrick Lewille 54 F - Jacques Libmond 100 F - Philippe Llau 350 F - Nicolas Lucas 100 F - Bernard Marchand 1000 F - Jacques de Monneron 250 F - Christian Mory 500 F - Hugues Noël 100 F - Michel Paris 150 F - Philippe Parisy 60 F - Jean-François Pasquier 150 F - A.P. (Hte Saône) 400 F - Mme Petit Villela de Carvalho 200 F - Michèle Pinson 200 F - Jacques de Poulpique 100 F - Fédération NAR de Bretagne 1200 F - Michel Puravat 750 F - Arlette Roudil-Guichard 115 F - Jacques Roué Daeron 150 F - Joël-Jim Sevellec 50 F - Un anarcho-royaliste de Washington 500 F - Bernard Sonck 500 F - A.Th. (Lille) 100 F - A.T. (Eure et Loire) 765 F - Norbert Tormann 1000 F - H.T. (Paris) 80 F - Henri Uzac 108 F - Bruno Vernet 100 F - Laurent Veyrenc 50 F - Max Woelfle 100 F - Antonia Soley Climent 200 F - Désiré Wursten 50 F.

Total de cette liste : 30 679 F

Total précédent : 22 433 F

Total général : 53 112 F

Royaliste et Résistant

Nous avons appris avec peine la mort, le 27 décembre dernier, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, d'un de nos très anciens et fidèles abonnés, le marquis de Keguelin de Rozières. Il avait accueilli, dans son château du Gué Péan près de Blois, maintes sessions de jeunes royalistes et nos amis qui l'ont connu se souviendront longtemps de ce vieux monsieur anticonformiste, ami de Boris Vian et de Marguerite Yourcenar, dont l'âge n'avait point altéré la fougue royaliste. Il participa le 11 novembre 1940 à la fameuse manifestation étudiante de l'Étoile, puis, après un séjour à Londres, il fut parachuté près de Rambouillet avec la mission d'unifier tous les réseaux de résistance des cinq départements d'Ile-de-France. Sous le pseudonyme de « *Commandant Massiet-Dufresne* » il avait joué un rôle important dans la Résistance en tant que chef d'état-major des Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.) de la Seine et à ce titre avait participé d'une manière décisive aux combats de la libération de Paris. Il était compagnon de la Libération.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

François Mitterrand

Il n'y aura pas, ici, d'éloge funèbre de François Mitterrand. L'évocation des qualités réelles ou supposées d'un défunt, la bienveillance à l'égard de ses défauts, l'oubli des erreurs et des fautes, appartiennent à des genres qui ne sont pas les nôtres. Un éditorial n'est pas principalement un exercice littéraire, et nous ne sommes pas des fidèles ou des prêtres accompagnant de leurs oraisons le dernier voyage d'un mortel. A chacun sa tâche, nécessaire en son ordre.

Quant aux confidences... Celles qui pourraient concerner les relations entre François Mitterrand et la famille de France ne nous appartiennent pas, et mon attitude personnelle n'est en rien secrète : j'avais de l'estime pour l'ancien président de la République, je n'étais pas de ses proches - encore moins de ses courtisans. François Mitterrand avait du respect pour notre tradition historique, et a souvent exprimé, de manière publique et officielle, l'amicale attention qu'il portait à notre oeuvre.

Cette distance, maintenue de part et d'autre, fait que la mort de François Mitterrand ne modifie pas le jugement que nous avons porté sur son action lorsqu'il a quitté le pouvoir : pour les royalistes que nous sommes, il fut un bon chef d'État.

Ce républicain de gauche a su respecter et comprendre une Constitution qu'il n'aimait pas, et ce refus personnel des institutions de la V^e République a sans doute renforcé la scrupuleuse rigueur du chef de l'État.

Ce candidat socialiste, haï par la droite en ses débuts, et long-

temps contesté dans sa légitimité, a su devenir le président de tous les Français, aujourd'hui admiré par ses anciens adversaires, et parfois glorifié au-delà de toute mesure. Tous ceux qui, comme nous, sont attachés aux institutions de la V^e République, ne sauraient oublier qu'il les a confortées en dominant l'épreuve de la première cohabitation et en assumant paisiblement la seconde.



Cet adversaire du général de Gaulle a eu le grand mérite de rallier l'ensemble de la gauche à la V^e République et de maintenir, avec elle, les principes gaulleens dans le domaine de la défense nationale et de la politique étrangère.

Somme toute, nous avons été aux côtés de François Mitterrand parce qu'il se montrait à son corps défendant le sage continuateur du projet gaullien, selon la conception classique de la France millénaire qui inspirait son patriotisme. Il est vraisemblable que l'émotion manifestée par les Français à l'annonce de sa mort et pendant ses funérailles tient à cette relation au temps, à l'histoire nationale et au pouvoir arbitral qu'un grand

peuple politique célèbre à juste titre lorsqu'elle s'incarne dans la personne d'un chef d'État.

Cependant, notre accord n'allait pas sans réserves et vives critiques quant à la manière dont le candidat de 1981 et de 1988 a assumé l'espérance populaire qui se portait sur son nom. De fait, son double septennat a été cruellement marqué par le sacrifice de nombreux acquis du Front populaire, de la Libération et de la République gaullienne, et par l'abandon des pensées et des exigences qui définissaient le socialisme à la française. Sans que cette doctrine soit nôtre, elle représente une manière d'appréhender la justice sociale qui ne saurait être aujourd'hui abandonnée sans conséquences graves. Ce délaissement aurait pu nous conduire à rompre avec François Mitterrand. Nous ne l'avons pas fait parce qu'il représentait, comme nous le constatons maintenant, le dernier rempart contre le libéralisme sauvage, l'ultime espoir d'un ressaisissement.

Bon chef d'État, François Mitterrand n'est sans doute pas un « grand homme », au sens hégélien de l'expression. Il a prolongé l'oeuvre du général de Gaulle en refusant d'y puiser le sens et l'énergie du défi, il a habitué les socialistes au pouvoir sans leur apprendre à le dominer et à le mettre au service d'une « révolution tranquille » tôt abandonnée, il a saisi l'esprit du temps sans anticiper les mouvements de l'histoire, donc sans parvenir à une nouvelle réalisation qui nous permettrait d'envisager l'avenir.

Hélas, dans la France meurtrie et désorientée que François Mitterrand vient de quitter, ses héritiers proclamés semblent pressés de dilapider la part positive de son héritage, et sont dépourvus de ce goût de l'aventure qui avait su nous surprendre et parfois nous émouvoir.

Bertrand RENOUVIN